

Le slogan de Muselier : « Notre région d'abord ! »

Le président sortant a officialisé sa candidature à un deuxième mandat. Il constituera une liste « la plus large possible, sans accords d'appareil ». Le RN reconnu comme principal adversaire.

Renaud Muselier, candidat à sa réélection ! La confirmation est tombée hier soir. Un long communiqué qu'il faut aussi lire entre les lignes.

Ce qui est écrit ? Dans toute déclaration de candidature, il y a une métaphore marine. Celle publiée par le président sortant du conseil régional Sud - Provence-Alpes-Côte d'Azur n'échappe pas à la règle. « Être à la barre dans les tempêtes que nous vivons est une immense responsabilité. »

Allusion non pas aux turbulences qui l'attendent pendant cette campagne électorale mais à l'époque traversée depuis son accession à la présidence du conseil régional en mai 2017 : « *Gilets jaunes* », crise sanitaire économique, sociale et bien sûr la tempête Alex ».

En fait, c'est tout le mandat qui s'achève qui n'a rien de convenu. Élection en 2015 face au Front national après le retrait d'une gauche, jusqu'alors aux manettes, mais qui craignait plus que

tout l'élection de Marion Maréchal-Le Pen. Un premier président, Christian Estrosi qui passe le flambeau à son président délégué au bout de 16 mois. Et puis ces crises à répétition affrontées par une majorité restée unie dans la bourrasque. Fait notable : pas de défection, de dissidence à signaler.

S'il a attendu cette date pour être candidat, quitte à laisser son principal adversaire, Thierry Mariani se déclarer le premier vendredi dernier, c'est pour être certain que « *son bilan était à la hauteur* », ce dont il ne doutait pas forcément, mais surtout qu'il est « *reconnu par tous* ».

Ouvrir la liste jusqu'où ?

Les soutiens ont effectivement afflué ces dernières semaines, 67 « *acteurs majeurs du monde de la culture* » ont signé une tribune en ce sens, dont Charles Berling (Toulon) et Daniel Benoin (Antibes), « *plus d'un millier d'élus locaux ont re-*



Renaud Muselier, président du conseil régional depuis le 15 mai 2017. (Photo Frank Muller)

joint mon comité de soutien ». Sans gommer son profil « *d'homme de la droite*

et du centre », Renaud Muselier insiste sur sa capacité à « *additionner et rassembler* ».

Sa liste sera constituée « *en toute liberté* », « *la plus large possible* », « *sans accord d'appareils* ».

Un cri de ralliement : « *Notre région d'abord !* », pied de nez aux lepénistes et au vieux slogan « Les Français d'abord ! », avertissement à Marine Le Pen, au cas où elle serait tentée de prendre cette élection comme « *le marche-pied pour la présidentielle* ».

Ce qui n'est pas écrit dans ce communiqué, c'est le

degré d'ouverture de cette liste. Jusqu'à des membres de La République en Marche ? Jusqu'à un retrait anticipé de la candidate LREM, Sophie Cluzel ? En accolant quelques extraits de la déclaration, comme cette insistance sur « *l'aide proposée par des personnalités de tous les horizons* » en vue de ce scrutin, on se dit qu'aucune option n'est exclue.

À gauche, encore des discussions...

Ils devaient se voir lundi. Ils se retrouveront finalement aujourd'hui. Une quinzaine d'organisations dont les socialistes, les communistes et les insoumis donnent une ultime occasion aux écologistes de les rejoindre dans leur démarche unitaire. Sans grand espoir. Le

candidat EELV Jean-Laurent Félizia a lancé sa campagne et visiblement, il préfère regarder tout droit que sur sa gauche.

Du coup, ils commencent à réfléchir à un plan B, à évoquer en interne de possibles têtes de liste, la candidature de l'élue marseillaise

Olivia Fortin n'étant qu'une option parmi d'autres. Il faudra aussi « *désigner 123 candidats à l'échelle des six départements* », représentatifs de toutes les sensibilités, ne perd pas de vue l'un des négociateurs. Et pendant ce temps, l'horloge fait tic-tac.